

La lutte continue !

N° 46 - 4 avril 2020

Contre le coronavirus et le capitalisme, nos vies valent plus que leurs profits !

Un monde s'arrête, un monde s'écroule. Pendant plus de deux mois, l'Europe capitaliste a assisté à l'émergence de la pandémie de Covid-19 en Asie. Sans rien faire. Pourquoi cet aveuglement ? Les intérêts, l'horizon des élites politiques, bancaires, industrielles mais aussi médicales leur interdisait même de penser une riposte à la hauteur du défi. Et donc d'imaginer ce défi qui aurait supposé un investissement massif dans les services publics et la santé, le blocage anticipé des secteurs non indispensables de l'économie, une socialisation anticipée de la production pour faire face à l'urgence médicale, un transfert massif de richesses vers les peuples dominés, une mise en commun de toutes les intelligences de la recherche mondiale en vaccination, une auto-organisation populaire pour réorganiser rapidement, démocratiquement et utilement la société. Un autre univers, tout le contraire de la politique de la bourgeoisie, dont le juge de paix de toute décision est le cours de la bourse, la défense des brevets, la « concurrence libre et non faussée » !

Ce monde capitaliste qu'elle défend bec et ongles, ce sont en France les 100 000 lits d'hôpitaux supprimés, l'absence de tests et de masques (les stocks stratégiques ont été abandonnés en 2013 pour économiser 50 millions d'euros), l'absence de candidats vaccins contre les coronavirus : lors de l'épidémie de SRAS en 2002-03, les virologues avaient prévenu que d'autres

coronavirus suivraient, mais pour les gouvernements c'était trop d'investissements dans la recherche pour une rentabilité hypothétique...



La crise du coronavirus révèle un peu plus, dans toute son abjection, l'absence de toute humanité chez les petits soldats de la Macronie et leur « chef de guerre », prêts à tout, sans morale et sans honte, pour sauver leur pouvoir au service du capital. Ainsi, le confinement n'empêcherait pas les employéEs, les ouvrierEs, artisanEs, petitEs indépendantEs de travailler, quand les cadres peuvent rester chez eux à télétravailler. Leur « guerre » contre l'épidémie est avant tout une guerre de classe, celle que mène une bande d'irresponsables et de menteurs qui, dans la continuité de leurs prédécesseurs, jouent avec nos vies pour préserver, coûte que coûte, les profits : nous n'oublierons pas, nous ne pardonnerons pas !



p.2 : L'hôpital dans la crise

p.3 : Lutte contre la casse des retraites

p.4-5 : Mobilisation à la fac

p.6-8 : Municipales à Chambéry : un premier bilan

p.9-11 : Interview de René Paderno

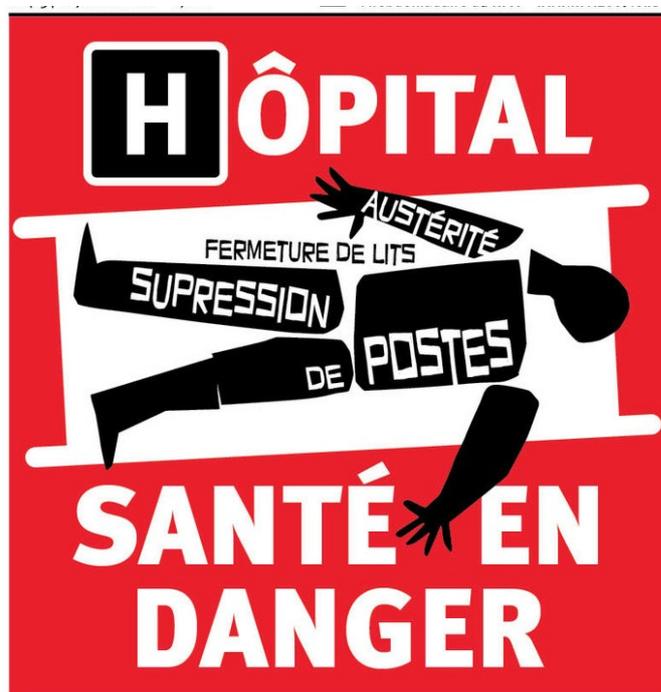
Pour un service public de santé gratuit !

Le 18 mars dernier, nous fêtons le premier anniversaire de la mobilisation du collectif inter-urgence, élargi, à l'automne dernier, à l'ensemble des services publics hospitaliers. Depuis des mois donc, les personnels de ces établissements alertent sur le manque de matériel et de moyen humain. Aucune des revendications (demande d'embauches massives, d'ouverture de lits, de titularisation des personnels précaires, de revalorisation des salaires), n'a jamais été entendue, encore moins satisfaite !

Le gouvernement a été irresponsable, il est resté sourd à ces appels, mobilisations, manifestations et la pandémie à laquelle nous devons faire face aujourd'hui donne cruellement raison aux hospitalierEs. En effet, depuis le début de cette crise, de nombreEs-x professionnelLEs sont contraintEs de travailler sans possibilité de se protéger. Nous voilà donc mis en danger par ceux-là même qui ont sciemment organisé la pénurie, pour toujours plus de profits, et, ils osent dorénavant nous présenter comme des héros. Les responsables, individuellement et collectivement, devront rendre des comptes à la justice et à touTEs !

Le personnel des hôpitaux du Grand Est, de L'île de France et bientôt des Hauts de France se retrouve en première ligne. Elles et ils demandent des moyens matériels et humains qui leur permettent d'exercer leur métier dignement, pour eux et pour les malades. La pénurie est telle que certainEs redoutent maintenant le manque de traitements qui accompagne habituellement les patientEs qui ont besoin d'être sédatéEs voire même de soins palliatifs !

En Savoie l'hôpital se prépare à un éventuel afflux de patientEs touchéEs par le COVID-19. Pour le moment la situation paraît maîtrisée notamment parce que le département ne figure pas parmi les premiers touchés. Néanmoins, nul doute que la gestion dans l'urgence de cette crise n'a pas fini de révéler à quel point les choix budgétaires plutôt qu'humain auront mis les professionnelLEs de la santé en difficulté. Nous aurons des comptes à régler une fois la crise passée.



Personnels hospitaliers, usagerEs de la santé la solution ne viendra que de notre action solidaire, pour imposer les réponses d'urgence à la crise, pour aujourd'hui et dans tous les départements : des masques, des protections, du matériel des médicaments, la réquisition des entreprises pour les fournir, le recrutement du personnel nécessaire et pour demain : **un service public de santé gratuit et proche et garantissant à toutEs l'accès aux soins !**

Lutte contre la casse des retraites : vers un rebond post-coronavirus ?

En Savoie comme dans le reste de la France, le projet de mise en place d'une retraite à points a suscité une très forte mobilisation. Le 5 décembre, environ 6000 manifestants se sont rassemblés place du palais de justice à Chambéry, avec des chiffres de grève importants dans toute la



Manif du 5 décembre, place du palais de justice à Chambéry

fonction publique. La SNCF est alors entrée dans une grève reconductible bien suivie, en cherchant à entraîner l'ensemble du monde du travail dans une grève générale. Ce mouvement a eu un écho assez large, en particulier dans l'éducation nationale où des noyaux minoritaires, mais néanmoins bien réels, se sont mis en grève reconductible. Dans ce contexte, un Comité de Grève et d'Action (CGA) a été mis en place à Chambéry, à l'initiative de l'inter-syndicale du lycée de Vaugelas, l'un des établissements les plus mobilisés, pour construire un cadre de convergence inter-syndical et intersectoriel.

Malgré un large soutien, jamais démenti, de la population, il n'a pas été possible de transformer la lutte en une grève générale, ce qui constitue le seul moyen de mettre à l'arrêt l'économie et donc les profits des

patrons, permettant alors de l'emporter. La grève reconductible dans l'éducation nationale est devenue de plus en plus minoritaire et les cheminots se sont trouvés isolés. Cela n'a toutefois pas empêché une réelle combativité, dont a témoigné par exemple la journée du 17 décembre, avec 6500 manifestants à Chambéry, 2000 à Albertville et 300 à Saint-Jean-de-Maurienne.

Tout au long des mois de décembre et janvier, y compris pendant les vacances, la mobilisation a été quotidienne, avec des actions de blocage et 2 à 3 manifs par semaine. Pour au-

tant, en l'absence d'une grève générale, il n'était pas possible de l'emporter sur le gouvernement, qui a choisi une stratégie de pourrissement, en s'attachant à isoler la SNCF et la RATP.

La reprise du travail à la SNCF en février a modifié les modalités de la lutte, qui a toutefois continué, comme l'ont montré les manifestations qui ont suivi l'annonce que le gouvernement allait faire passer son projet en première lecture en recourant au 49-3. En mettant en place le confinement, Macron a annoncé un moratoire sur sa contre-réforme : la colère actuelle peut donc offrir dans les semaines qui viendront des bases nouvelles pour relancer la lutte contre les politiques de casse sociale du gouvernement et le contraindre à retirer définitivement son projet de retraite à points.

Mobilisation contre la LPPR : ça contre-attaque à la fac !

Au mois de janvier dernier, alors que la mobilisation contre la réforme des retraites était encore vive, une attaque supplémentaire est venue s'abattre sur le service public d'enseignement supérieur et de recherche français, sous la forme d'un projet de loi encore non finalisé : celui de Loi Pluriannuelle de Programmation de la Recherche. Contrairement à ce que son nom indique, cette loi ne concerne pas seulement la recherche, mais bien tout le système d'enseignement supérieur et de recherche, dans la mesure où elle aura des conséquences en termes de recrutement et de charge de travail des personnels – administratifs comme enseignants-chercheurs.

Dans les grandes lignes, cette loi vise à :

1. augmenter la charge de cours d'une grande partie des enseignants-chercheurs, au profit de quelques-uns considérés comme meilleurs et donc dignes de faire plus de recherche. Dans la pratique, cette disposition menace la qualité des enseignements, et valide l'idée que l'enseignement est une punition, une activité moins intéressante et importante que la recherche.

2. réduire drastiquement le nombre de postes de titulaires, au profit de tenures-tracks, de CDD et de contrats de projets – c'est-à-dire qui prennent fin à la fin du projet de recherche. Dans la pratique, cela signifie une précarisation accrue des personnels, administratifs comme enseignants et/ou chercheurs.

3. approfondir une logique de financement sur projet, de recherche ou pédagogique, au détriment des financements pérennes et du financement de la recherche réputée « inutile » - notamment en lettres et sciences humaines.

4. l'heure où le coronavirus frappe le monde entier, le chercheur Bruno Canard peut témoigner des conséquences déléteres de cette logique de financement : entre 2003 et 2006, son équipe a bénéficié



cié de financements européens pour la recherche sur les coronavirus, financements mis en place après l'épidémie de SRAS de 2003. Cependant, la gestion court-termiste prônée par le néolibéralisme a conduit à la suppression de ces financements en 2006, alors que le souvenir du SRAS s'effaçait déjà dans les mémoires. Comme le dit Canard, « la science ne marche pas dans l'urgence et la réponse immédiate » : exigeons des financements pérennes à la hauteur des besoins, pour la recherche comme pour l'enseignement !

Le projet LPPR se situe ainsi dans la droite ligne des politiques néolibérales qui ont déjà touché l'université ces dernières années, et qui aboutissent à une situation de sous-financement structurel – utilisée par le gouvernement en 2018 pour légaliser la sélection à l'entrée en licence (loi ORE).

Mais cette fois, face à cette énième attaque, le mouvement de riposte au plan national a été plus vif chez les personnels, comme en témoigne la réussite de la journée « l'université s'arrête » du 5 mars, ainsi que la tenue de deux coordinations « facs et labos en lutte » qui ont réuni chacune plus de 600 participants.



deux campus de l'agglomération chambérienne ont symboliquement enterré l'université et la recherche rue Marcoz, devant les locaux de la présidence, avant de partir en manifestation dans le centre-ville – prenant de cours la police à la Préfecture.



A l'Université Savoie Mont Blanc, les mois de janvier, février et mars ont vu s'organiser plusieurs dizaines d'étudiant.e.s et de personnel.le.s, qui ont tenu plusieurs assemblées générales et ont préparé avec succès la journée de mobilisation du 5 mars. Ce jour-là, sur le campus de Jacob, la matinée a été consacrée à des ateliers-discussions autour de l'écologie, du féminisme, des luttes LGBTQI+ et des évolutions du système universitaire, animés principalement par les étudiants. A 14h, étudiants et personnels mobilisés des

Le confinement a pris de court la suite de la mobilisation, interdisant de se rassembler physiquement. Pour autant, les étudiants et personnels restent en lien et continuent à s'organiser, notamment pour dénoncer la « continuité pédagogique » imposée et faire valoir les droits des uns et des autres face à la validation à distance des enseignements. Ce n'est ni aux étudiants, ni aux personnels de payer la catastrophique gestion de cette crise sanitaire par le gouvernement !

Pour en savoir plus sur la LPPR et sur la mobilisation nationale contre ce projet : www.universiteouverte.org. Vidéo de présentation de la loi : <https://universiteouverte.org/2020/01/30/la-lppr-en-video/>

Reportage de TVNetcitoyenne sur la mobilisation du 5 mars à Chambéry : <http://www.tvnetcitoyenne.com/news-details.php?page=content&type=videos&idcontent=6771>

Les élections municipales à Chambéry : un premier bilan

Le fort discrédit qu'a pu rencontrer la municipalité Dantin a très vite amené les forces traditionnelles de la « gauche » chambérienne à considérer qu'elles pouvaient reconquérir la mairie de Chambéry, ce qui a déclenché très tôt les opérations électorales. Du côté du PS, la candidature de Thierry Repentin s'est rapidement imposée, en raison du discrédit de Laclais et de la trop faible envergure de Cerino. Bien qu'il ait quitté le PS, Repentin a rapidement obtenu le soutien de Besson et des éléphants locaux, puis s'est attaché à élaborer un rassemblement centriste, d'esprit assez bessonien, en multipliant les clins d'œil aux macronistes. Il a profité des européennes de juin 2019 pour obtenir son brevet de petit macroniste en lançant un appel à voter pour la liste LREM.

Repentin est surtout parvenu à conclure un accord public avec l'UDI qui a officiellement soutenu sa candidature et un pacte, plus ou moins secret avec Mignola, qui lui assurait la bienveillance des amis locaux de Macron. Après avoir longuement hésité, Repentin a toutefois fini par renoncer à demander l'investiture officielle de LREM, considérant qu'un soutien trop affiché de Macron aurait pu lui être plus nuisible que profitable. LREM a donc fini par se résoudre à investir Saint-André, un politicien

local sans grande envergure, qui semble avoir été surtout utilisé pour prendre à la droite des voix au premier tour, pour mieux pouvoir les rabattre sur Repentin au second tour.



Juillet 2019 : après l'expulsion mortelle de Bellevue, une manifestation appelée par la CNL et le DAL envahit le conseil municipal, avant que Michel Dantin fasse donner la brigade canine pour expulser les manifestants.

D'un autre côté, une liste se mettait en place sur une base « citoyenne », tout en étant dans le giron d'EELV. Dans un premier temps, elle a attiré un certain nombre de militants de gauche, en particulier venus de la FI, qui ont toutefois été rapidement déçus par son refus de se positionner contre la politique du gouvernement, par ses orientations très bobos et libérales en résonance avec son « ni droite ni gauche », mais aussi par sa volonté, assez clairement affichée, de fusionner pour le second tour avec Repentin. Soutenue et financée par EELV, cette liste s'est construite sur un positionnement écolo-libéral, qui l'a amené à développer un programme flou, avec quelques mesurées environnementalistes tout à fait compatibles avec une gestion macro-

TSPV

Plus à gauche, une autre liste se mettait en place sous l'autorité de « Cap à gauche », une organisation fondée par des conseillers municipaux de sensibilité communiste, historiquement favorables à une alliance avec le PS, mais qui avaient pris leur autonomie vis-à-vis du PC. Ce groupe a commencé par se positionner en faveur de listes de rassemblement de toute la gauche, PS compris. Puis, lorsqu'il est apparu que le PS allait se rallier à la liste Repentin, « Cap à gauche » a alors décidé de rejoindre la liste citoyenne, avant de rompre avec elle à la mi-janvier, estimant qu'elle n'avait pas obtenu

la part qu'elle considérait devoir lui revenir sur la liste. Dès lors, cette liste s'est orientée plus clairement à gauche, affirmant en particulier qu'elle se

refusait à toute alliance de second tour avec Repentin, et a été rejoint par la FI.

Pour notre part, nous avons décidé de partir dans cette campagne en reprenant la stratégie que nous avons menée en 2014, autrement dit en proposant de rassembler la gauche des luttes, en toute indépendance du PS. Cette stratégie a été rendue compliquée par le fait qu'Ensemble ! et la FI n'ont pas souhaité travailler avec nous et ont préféré s'engager dans des alliances plus droitières. Avant de s'engager plus avant dans les élections, nous avons toutefois souhaité rencontrer début février la liste « Cap à gauche », en raison de l'intention qu'elle semblait afficher de ne pas rejoindre Repentin au second tour. Nous leur avons propo-

posé une alliance avec trois conditions majeures : 1) aucun soutien ou appel au vote pour Repentin au second tour ; 2) intégration du démantèlement de la vidéosurveillance dans le programme ; 3) un accord de composition de la liste donnant à notre liste les 2^e, 5^e, 8^e et 11^e places parmi les 12 premières. La liste Cap à gauche a refusé de s'engager sur le principe d'un non-soutien à Repentin au second tour, n'a pas voulu entendre parler d'un démantèlement de la vidéosurveillance et a refusé que les membres de notre liste puissent même avoir l'une des 6 premières places. La discussion s'est



donc arrêtée là.

Nous sommes arrivés à mettre en place une liste, non sans difficultés car nous sommes partis tard en raison du mouvement de lutte contre la casse des retraites. Elle a élaboré un programme assez développé, proposant une soixantaine de mesures de rupture en matière démocratique, écologique et sociale. Nous avons fait campagne pour une démocratisation de la gestion municipale, en proposant de donner à la population la possibilité de disposer du Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC), mais aussi de donner un budget à une fédération de comités de quartier, ou encore d'associer les résidents extracommunautaires aux décisions municipales.

TSVP

Nous avons proposé une autre politique des transports, fondée sur le développement du réseau de bus, mais aussi sur sa gratuité immédiate. Nous avons aussi proposé de désarmer la police municipale, de réduire drastiquement ses effectifs et de démanteler la vidéosurveillance. Enfin, nous avons popularisé une batterie de mesures sociales (gratuité de la cantine, du parascolaire, des premiers mètres cubes d'eau etc.).

Les élections se sont finalement tenues dans un climat très particulier en raison du coronavirus, ce qui a faussé les résultats. Les électeurs se sont massivement détournés des urnes, puisque la participation a été inférieure à 40 %, avec des pointes à seulement 25 % dans certains

cas de retraite qui nous a beaucoup accaparé, ne nous permettant de rentrer en campagne que deux semaines avant le premier tour, ce qui s'est arrivé trop court pour pouvoir réellement toucher la population.

Ceci étant, il nous faut aussi constater que les résultats de la gauche sont globalement faibles. Sans doute, cela a-t-il à voir avec la très faible participation électorale des quartiers populaires. Si l'on additionne les voix de la liste Cap à gauche/FI, de LO et de notre liste, on atteint un total d'à peine 11,45 %, ce qui constitue un score bien inférieur à celui de 2014 où les listes de ce périmètre électoral avaient rassemblé un total de 14,3 %.

A l'heure où nous écrivons nous ne savons pas encore si le deuxième tour pourra se tenir avant le 30 juin ou s'il faudra tout recommencer l'an prochain. Dans le cas où le second tour pourrait se tenir, ce qui semble aujourd'hui peu probable, il semble qu'avec 37 %, Dantin serait en passe d'être battu, du moins si la liste citoyenne et celle de Repentin, qui réunissent à elles deux plus de 44 % des voix, parviennent à fusionner. Seront-elles ou non rejointes par la liste LREM de Saint-André qui avec son petit 6 % va devoir revoir ses grandes ambitions à la baisse ?

Il faut enfin souligner le score aussi remarquable qu'inattendu de la liste citoyenne qui réunit plus de 22 % des voix. Un tel résultat fait écho à celui qu'ont obtenu dans ces municipales les listes EELV, qui sont un peu partout parvenus à des scores de ce niveau. C'est là un fait qui montre que nous n'avons encore pas réussi à convaincre qu'on ne pourra changer les choses, en matière écologique comme dans les autres domaines, qu'en mettant à bas le système capitaliste, ce que n'exprime évidemment pas le bulletin de vote EELV.

Elections municipales des 15 et 22 mars 2020 - Commune de Chambéry

Chambé Poing Levé



Liste conduite par Laurent Ripart et Amandine Lécole

Votez comme vous luttez !



www.poing-leve.fr



bureaux populaires. Même si les résultats sont dans ces conditions peu significatifs, nous ne pouvons nous satisfaire de notre score de 1,98 %. Nous avons sans doute payé notre investissement dans le mouvement de lutte contre la

René Padernos : bilan d'un mandat municipal à Yenne

René Paderno, horticulteur, a été élu en 2014 maire de Yenne, une commune de près de 3000 habitants. La ville était dirigée par la droite depuis les années 1950, avec une parenthèse dans les années 1980. En 2017 il a accepté de donner sa signature à Philippe Poutou, le candidat du NPA à la présidentielle. A l'issue du 1^{er} tour des élections municipales de mars 2020, nous l'avons interviewé pour tirer le bilan de son expérience municipale.

Bonjour René, et merci d'avoir accepté de répondre à nos questions. Toi et ton équipe avez été élus avec quelles orientations ?

Bonjour. Nous avons le soutien d'Europe Ecologie Les Verts pour les cantonales en 2011 et je ne cachais pas ma proximité, étant plus jeune, avec les milieux libertaires. Toute l'équipe ne se reconnaissait pas forcément dans ces orientations politiques, mais nous partageons tous l'objectif de mener des projets écologiques, de diriger la ville avec transparence et honnêteté, et de donner la priorité aux intérêts communs face aux intérêts particuliers, en refusant le clientélisme.

Alors, quels sont les projets que vous avez pu réaliser, en particulier ceux qui correspondent à cette orientation politique ?

Nous avons fait énormément de choses, quatre fois plus que ce sur quoi nous étions engagés. Nous avons notamment finalisé pas mal de projets d'aménagement qui traînaient depuis les précédents mandats. Pour ce genre de travaux, nous avons au maximum travaillé avec les employés municipaux, en redynamisant les équipes, pour éviter de faire appel au pri-



René Paderno, maire de Yenne (2014-2020)

vé. Voici quelques exemples de ceux que nous avons développés.

Côté social, nous avons introduit un quotient familial pour la cantine scolaire, ainsi que des produits bio et locaux. Nous avons également mis en place une restauration scolaire pour les très jeunes enfants. Un terrain multisport a été construit pour les jeunes. Un local a été acheté 72 000 euros par la commune et sa gestion a été confiée au Secours Populaire après travaux par les employés communaux. Malgré les baisses de la dotation de l'Etat (250 000 euros en moins par an), nous avons pu maintenir les postes des ATSEM, avec 1 par classe environ. Un salarié de la commune qui enchaînait les CDD a même été titularisé.

Et côté écologie ?

Un gros projet de renaturation des marais de Lagneux a été conduit. 18% de la superficie de la commune est inondable, les zones humides en bordure du Rhône sont très importantes à Yenne. 800 000 euros de travaux



Les marais de Lagneux à Yenne

subventionnés à 80% ont été engagés (le budget de la commune est de 2,5 millions par an). La restauration a été conduite en partenariat avec le Conservatoire des Espaces Naturels de la Savoie (CEN-73). C'est une réussite, de nombreuses espèces animales et végétales sont de retour dans la zone, notamment 60 espèces d'oiseaux migrateurs. Cette restauration est la 1^{ère} Obligation Réelle Environnementale (ORE) de France. Pour 800 000 euros également, nous avons réalisé la rénovation énergétique de l'école élémentaire. Nous avons aussi mis en place une extinction nocturne de l'éclairage public, ce qui a pu ne pas plaire à tout le monde. Enfin, en tant qu'élus siégeant au Syndicat du Haut-Rhône, j'ai milité pour plus de transparence et pour qu'une étude sur la sédimentation, l'écologie et la pertinence des seuils soit conduite sur le vrai Rhône, qui correspond au lit naturel du Rhône passant à Yenne (17% du débit d'origine), le canal fluvial passant du côté de Belley. Pas grand-chose sur les transports, dont l'organisation ne dépend pas de la commune. Nous avons malgré tout créé des parkings de covoiturage.

Et concernant le fonctionnement démocratique de la commune ?

Nous avons systématiquement introduit des questionnaires dans les bulletins municipaux, avec un taux de réponse moyen de 4%. Je n'avais pas de permanence, mais je

recevais toutes les personnes m'en faisant la demande. Mais il s'agissait souvent de démarches cherchant à défendre des intérêts privés, ce à quoi je n'accédais pas. Tous les ans, nous organisons une réunion publique, les dernières étant sur le Plan Local d'Urbanisme. A ce sujet, nous avons tout simplement appliqué la loi, sans rentrer dans les logiques clientélistes, ce qui a été diversement apprécié. Dans la même logique,

nous avons également revu les tarifs de l'eau, pour que certaines entreprises grosses consommatrices payent le même prix au m³ que les particuliers. Cela non plus n'a pas plu à tout le monde. Au niveau de la communauté de commune, nous avons rééquilibré le nombre d'élus des différentes communes, au prorata de leur nombre d'habitants. Cela a conduit à une meilleure représentation des habitants de la ville de Yenne, ce qui a fait grincer des dents dans certaines autres communes. Au conseil municipal, c'était la 1^{ère} fois que la parité femmes-hommes était appliquée, la loi à ce sujet datant de 2013. Nous y sommes parvenus, mais pour 2020 une forte proportion des candidates de 2014 n'a pas souhaité se représenter, au contraire des hommes. Enfin, pour la campagne de 2020 j'ai décidé de ne pas recevoir de coup de main financier d'entreprises du coin, même celles tenues par des copains. Nous avons fait une campagne sobre et nous sommes débrouillés pour la financer nous-mêmes. Je ne suis pas sûr que cela soit le cas de l'autre liste.

TSVP 

Dans beaucoup de grandes villes, la vidéosurveillance est un marqueur politique important. Qu'en est-il à Yenne ?

Cela a été un débat dans notre équipe pendant tout le mandat. En raison des nombreux vols, les gendarmes poussaient pour l'installation de caméras, pour résoudre les affaires. Plusieurs habitants se dotaient de caméras privées chez eux, mais elles filmaient aussi l'espace public. En ce qui me concerne, j'en avais marre que tout le monde se gare n'importe comment le plus près possible du centre-bourg, sans respecter les parkings extérieurs. Pour ces trois raisons, nous avons finalement décidé d'installer des caméras pour 50 000 euros, dont 10 000 euros de l'État qui ont tardé à venir et 20 000 de la Région par la suite. L'installation est en cours. C'est pour moi une mesure honteuse, contraire aux valeurs de beaucoup d'entre nous dans l'équipe, mais je l'assume car elle correspond à une triste nécessité.

Aux 1^{er} tour des municipales de 2020, ta liste a fait 40%, contre 60% pour François Moiroud, proche de LR et de Hervé Gaymard, la participation s'élevant à 54%. Ton analyse ?

Par rapport à 2014, il nous manque plus de 17% de participation. Ce vote manque de légitimité, de nombreuses personnes nous soutenant ne sont pas allées voter par crainte de l'épidémie. Nous sommes favorables à ce qu'un nouveau vote ait lieu, même si nous n'allons pas faire de campagne active sur le sujet. Si les habitant.e.s de Yenne souhaitent revoter, à elles et eux d'agir ! Au-delà de la faible participation, il est clair que notre score est décevant. Une raison est que nous avons toujours fait passer l'intérêt général avant les intérêts privés. Les personnes qui ont des intérêts privés à défendre savent se mobiliser pour les élections.

En 2017, tu avais accordé ta signature à Philippe Poutou, le candidat du NPA à la présidentielle. Quel bilan tires-tu de cette caution démocratique ?

Ce n'était en effet pas un soutien politique de ma part, mais je considère que les idées

de Philippe Poutou et celles du NPA méritent de pouvoir s'exprimer aux présidentielles. J'ai en plus rencontré Philippe qui avait fait le déplacement à Yenne, je l'ai trouvé très sympathique et j'ai trouvé qu'il avait fait une bonne campagne. J'ai beaucoup apprécié avoir reçu ses vœux à plusieurs reprises, depuis. C'est sûr que cette signature ne m'a pas fait gagner des voix, mais je n'ai aucun regret à ce sujet. On a souligné la diversité de mes soutiens politiques, en s'interrogeant sur leur cohérence. J'ai été élu aux cantonales avec le soutien des Verts, j'ai signé pour Poutou et



aux législatives de 2017 j'ai soutenu l'élection de la candidate LREM Typhanie De-gois car je voulais que le candidat LR sortant, Dominique Dord, soit battu. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles la droite s'est bien mobilisée aux municipales à Yenne.

Sur le terrain social, nous avons vécu une séquence intense ces derniers mois, avec la lutte contre la casse de nos retraites mise en place par Macron. Quel est ton avis là-dessus ?

J'ai fait le choix d'agir localement, à l'échelle de ma commune, et cela a occupé plus de 100% de mon temps. Je n'ai donc pas trop suivi ni le contenu de la réforme ni la mobilisation. Étant issu du monde agricole, je vois que l'espérance de vie en bonne santé est largement liée au milieu social et à la profession exercée. Je pense qu'un système de retraite équitable devrait être basé là-dessus.

CONTRE LE CORONAVIRUS ET LE CAPITALISME



**NOS VIES
VALENT PLUS**

QUE LEURS PR  FITS!

Le NPA en Savoie

06.62.17.55.49 / npa.73@laposte.net

<http://npa-savoie.fr>